

**REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE « ATTRIBUTION DE FREQUENCES DANS LES
BANDES 900 MHZ, 700 MHZ ET 3,4-3,8 GHZ EN GUADELOUPE ET EN MARTINIQUE »**

Question n°1. Souhaitez-vous utiliser des fréquences dans la bande 900 MHz en Guadeloupe et en Martinique au-delà de 2025 ? Si oui, quelle quantité ?

Question n°2. Quelles observations avez-vous, le cas échéant, sur une attribution anticipée de la totalité de la bande 900 MHz en Guadeloupe et en Martinique ?

La Guadeloupe et la Martinique, par leur poids démographique et leur développement, constituent des marchés déterminants pour l'équilibre économique des opérateurs qui exploitent un réseau mobile dans les Caraïbes françaises.

Free Caraïbe n'est actuellement pas attributaire de fréquences 900 MHz dans ces géographies.

[...].

Nous souhaiterions que le rééquilibrage soit mis en œuvre dès que possible afin que Free Caraïbe soit attributaire d'un portefeuille de fréquences basses identique ou réellement comparable à l'ensemble de ses concurrents. Le principe d'une attribution anticipée dans les conditions que semble souhaiter l'Arcep nous semble cohérent avec cette perspective.

Question n°3. Souhaitez-vous déployer des équipements 5G dans la bande 900 MHz ? À quel horizon ?

Question n°4. Dans quelle mesure les services 2G et 3G pourraient-ils être offerts sur d'autres bandes de fréquences que la bande 900 MHz ?

Question n°5. En tant qu'opérateur, avez-vous, le cas échéant, l'intention de continuer l'utilisation de la bande 900 MHz pour offrir des services 2G ou 3G ?

Question n°6. Le cas échéant, à quel horizon envisagez-vous d'arrêter la 2G et/ou la 3G ?

[...].

L'arrêt commercial de la 2G et de la 3G a été annoncé par deux opérateurs métropolitains à horizon 2028. Cette décision est essentiellement liée à la maturité du parc de terminaux, qui nous semble moins avancée dans les géographies des Caraïbes. On peut supposer qu'un arrêt de la 2G / 3G sera envisageable à partir de 2030.

Question n°7. Un lancement concomitant des procédures d'attribution des bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,4-3,8 GHz en Guadeloupe et en Martinique vous paraît-il pertinent ? Si non, Pourquoi ?

Nous n'avons pas d'objection au principe d'un lancement concomitant des procédures d'attribution de l'ensemble des bandes visées dans le cadre de la présente consultation.

Nous y sommes même favorables :

- la concomitance d'attribution et de renouvellement dans les bande basses est cohérente avec la constitution de lots équilibrés de fréquences basses telle que proposé dans le cadre de la présente consultation ;

- un lancement concomitant rend possible la restitution d'un seul dossier de candidature, évite leur multiplication chronophage et permet de rationaliser les conditions d'attribution.

Question n°8. Un mécanisme d'attribution « par paquets » tel que celui décrit ci-avant semble-t-il pertinent ? Pour quelles raisons ?

Quels sont les principes qui selon vous devraient guider la constitution de ces paquets ?

Question n°9. Identifiez-vous des combinaisons qui devraient être écartées ou à l'inverse privilégiées ? Si oui, lesquelles ?

Nous sommes favorables au principe d'attribution des fréquences basses par paquet tel que décrit par l'Autorité. Ce principe nous semble *a minima* posséder deux propriétés souhaitables en matière de prévisibilité pour les opérateurs sur les plans :

- concurrentiel : il permet de garantir *ex ante* l'équilibre de la répartition des fréquences basses ;
- économique : il mitige fortement le risque d'enchères explosives qui favoriseraient les opérateurs les plus riches.

Nous comprenons également que la mise en œuvre de *spectrum caps*, qui constitueraient une alternative possible, n'est pas toujours aisée sur le plan juridique et technique et que ce principe permet de s'en abstraire.

Concernant la constitution des paquets, nous considérons préférable de favoriser une contiguïté des blocs de fréquences dans une même bande, à une répartition équitable des blocs concernés par les perturbations entre les opérateurs, en ce que cette option mène à une discontinuité des blocs. Pour l'exposer plus concrètement dans un exemple et par opposition à la proposition de la consultation, il nous paraît *a priori* préférable de constituer des lots qui suivraient le principe suivant :

- Lot 1 :
 - o 700 : bloc 1 bloc 2
 - o 900 : bloc 1 bloc 2
- Lot 2 :
 - o 700 : bloc 3
 - o 900 : bloc 3 bloc 4
- Lot 3 :
 - o 700 : bloc 4 bloc 5
 - o 900 : bloc 5
- Lot 4 :
 - o 700 : bloc 6
 - o 900 : bloc 6 bloc 7

Question n°10. Avez-vous d'autres remarques ?